

Conjoncture économique de la République démocratique du Congo

Stabilité macroéconomique renforcée, amélioration du climat des affaires et consolidation des équilibres extérieurs

Juin 2026

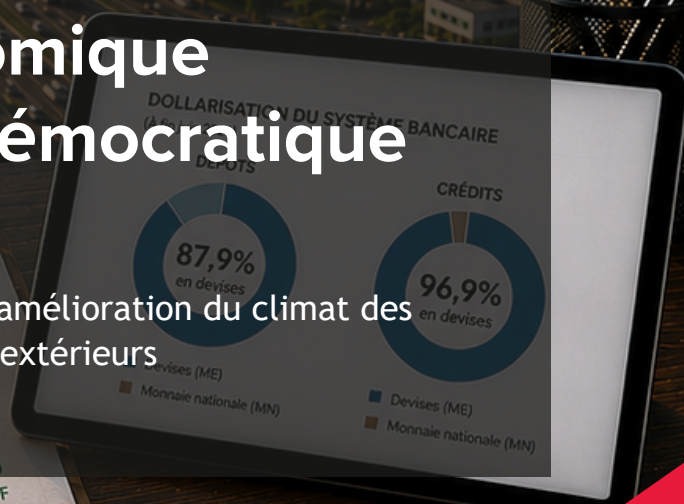


FINANCES PUBLIQUES

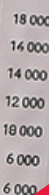
RECETTES MOBILISÉES 12 807,6
milliards CDF

DÉPENSES EXÉCUTÉES 14 182,8
milliards CDF

SOLDE DE TRÉSORERIE -1 375,2
milliards CDF



EXÉCUTION BUDGÉTAIRE (À fin mai 2026)





Blaise MBATSHI
Country Senior Partner
& Managing Director
Email : blaise.mbatshi@bdo-ea.com



Yves AWA MUGUMA
Advisory Supervisor
Email : yves.awa@bdo-ea.com

Résumé exécutif

La conjoncture économique de la République démocratique du Congo à fin juin 2026 confirme la consolidation progressive des principaux équilibres macroéconomiques observée depuis le début de l'année. Cette note présente une analyse synthétique des principales évolutions économiques récentes à partir des données publiées par la Banque Centrale du Congo (BCC), l'Institut National de la Statistique (INS), le Fonds monétaire international (FMI) ainsi que d'autres institutions nationales et internationales. Les perspectives de croissance demeurent favorables, avec un PIB réel attendu en progression de 6,2 % en 2026, principalement porté par le dynamisme du secteur extractif. La perception du climat des affaires poursuit son amélioration, reflétant un renforcement progressif de la confiance des entreprises, notamment dans les secteurs de la construction, des industries extractives et des services. L'inflation reste largement maîtrisée, avec un taux de 2,9 % en glissement annuel à fin juin, tandis que la stabilité relative du marché des changes contribue au maintien d'un environnement macroéconomique favorable. Sur le plan extérieur, les réserves internationales atteignent 7,86 milliards USD, correspondant à environ trois mois d'importations de biens et services, renforçant ainsi la capacité de résilience de l'économie face aux chocs externes. Les finances publiques demeurent globalement bien orientées, soutenues par une mobilisation dynamique des recettes et une exécution budgétaire globalement maîtrisée. Le mois de juin est également marqué par l'approbation par le Conseil d'administration du Fonds monétaire international de la troisième revue du programme appuyé par la Facilité élargie de crédit (FEC) ainsi que de la deuxième revue de la Facilité pour la résilience et la durabilité (FRD). Cette décision renforce la crédibilité de la politique économique nationale, améliore les perspectives de financement extérieur et conforte la confiance des investisseurs dans les fondamentaux macroéconomiques de la RDC. Malgré ces évolutions favorables, plusieurs défis structurels demeurent. La forte dépendance aux matières premières, la dollarisation persistante du système financier, les insuffisances infrastructurelles et la faible diversification productive continuent de limiter la résilience de l'économie face aux chocs extérieurs. Dans ce contexte, cette publication vise à fournir aux entreprises, investisseurs, institutions financières et partenaires au développement une lecture claire, synthétique et orientée décision de la conjoncture économique récente de la République démocratique du Congo.

Mots-clés : Conjoncture économique, croissance, inflation, climat des affaires, finances publiques, programme FMI, réserves internationales, taux de change, secteur extractif, stabilité macroéconomique.

Points clés du mois de juin 2026

- ▶ Les perspectives de croissance demeurent robustes, avec une progression attendue du PIB réel de 6,2 % en 2026 selon le Comité Permanent de Cadrage Macroéconomique (CPCM), principalement portée par le secteur extractif
- ▶ La perception du climat des affaires poursuit son amélioration, avec un solde global d'opinion atteignant 43,1 % en mai 2026, reflétant un renforcement de la confiance des entreprises, notamment dans les secteurs de la construction, des industries extractives et des services
- ▶ L'inflation demeure largement maîtrisée, à 0,78 % en juin et 2,9 % en glissement annuel, soit un niveau nettement inférieur à l'objectif de moyen terme de la Banque Centrale du Congo
- ▶ Le franc congolais reste globalement stable, avec un taux de change indicatif de 2 259,40 CDF/USD à fin juin 2026, dans un contexte de maintien des recettes minières et de stabilité du marché des changes
- ▶ Les réserves internationales atteignent 7,86 milliards USD, correspondant à environ trois mois d'importations de biens et services, renforçant la résilience extérieure de l'économie
- ▶ Les finances publiques demeurent bien orientées, avec des recettes publiques cumulées supérieures de 3,7 % aux prévisions du Plan de trésorerie à fin mai 2026 et une exécution budgétaire globalement maîtrisée
- ▶ Le Conseil d'administration du Fonds monétaire international (FMI) a approuvé la troisième revue de la Facilité élargie de crédit (FEC) et la deuxième revue de la Facilité pour la résilience et la durabilité (FRD), renforçant la crédibilité de la politique économique congolaise
- ▶ Le système bancaire demeure structurellement liquide mais fortement dollarisé, les dépôts en monnaie nationale ne représentant que 12,1 % de l'encours total et les crédits en monnaie nationale environ 3,1 %

Fait marquant du mois

Le **25 juin 2026**, le Conseil d'administration du Fonds monétaire international (FMI) a approuvé la **troisième revue du programme appuyé par la Facilité élargie de crédit (FEC)** ainsi que la **deuxième revue de la Facilité pour la résilience et la durabilité (FRD)**.

Cette décision ouvre la voie à un nouveau décaissement d'environ **348,5 millions USD**, renforce les réserves internationales de la RDC et confirme les progrès réalisés dans la mise en œuvre des réformes macroéconomiques et budgétaires.

Pour les investisseurs et partenaires économiques, cette validation constitue un signal fort de crédibilité et de stabilité de la politique économique congolaise.

1. Environnement économique international

L'environnement économique international en juin 2026 demeure marqué par une amélioration progressive du climat géopolitique, sans pour autant dissiper les principales incertitudes pesant sur la croissance mondiale. L'accord intérimaire conclu entre les États-Unis et l'Iran a contribué à réduire les tensions au Moyen-Orient et à favoriser une normalisation progressive des marchés énergétiques. Toutefois, les désaccords persistants sur plusieurs questions stratégiques, notamment le détroit d'Ormuz et le programme nucléaire iranien, rappellent que les risques géopolitiques demeurent élevés.

Dans ce contexte, les marchés internationaux restent influencés par l'évolution des politiques monétaires des principales banques centrales, les perspectives de croissance des économies avancées ainsi que par le ralentissement de la demande industrielle chinoise, principal moteur de la consommation mondiale de métaux.

1.1. Détente géopolitique, marchés énergétiques et politiques monétaires

L'accord provisoire conclu entre les États-Unis et l'Iran a permis une détente sensible sur les marchés pétroliers au cours du mois de juin. La réouverture du détroit d'Ormuz et les perspectives d'une normalisation progressive de l'offre mondiale ont entraîné un recul marqué des prix du Brent, réduisant temporairement les pressions inflationnistes liées à l'énergie.

Cette amélioration demeure toutefois fragile. Les principales banques centrales restent prudentes face aux risques persistants d'inflation. La Banque centrale européenne (BCE) maintient une orientation restrictive afin d'assurer le retour progressif de l'inflation vers son objectif, tandis que la Réserve fédérale américaine (Fed) conserve une approche attentiste dans un contexte de ralentissement de la croissance mondiale et d'incertitudes géopolitiques.

1.2. Croissance mondiale : ralentissement modéré mais perspectives contrastées

Les perspectives de croissance mondiale demeurent modérées. Dans la zone euro, le ralentissement de l'activité économique se poursuit sous l'effet des conséquences différées du choc énergétique et de conditions financières toujours restrictives. Aux États-Unis, la croissance reste relativement résiliente, mais les marchés demeurent attentifs à l'évolution de l'inflation et de la politique monétaire.

En Chine, les indicateurs conjoncturels continuent de traduire un ralentissement de la demande industrielle et de l'activité manufacturière. Cette évolution constitue un facteur de vigilance pour la République démocratique du Congo, compte tenu du rôle déterminant de la Chine dans la demande mondiale de cuivre, de cobalt et d'autres métaux stratégiques.

1.3. Évolution contrastée des marchés des matières premières

Les marchés des matières premières ont enregistré des évolutions contrastées au cours du mois de juin. Les cours du pétrole ont poursuivi leur repli sous l'effet de l'apaisement des tensions géopolitiques, tandis que les principaux métaux d'exportation de la RDC demeurent à des niveaux historiquement favorables malgré quelques corrections observées en fin de mois.

Les marchés agricoles affichent également des évolutions divergentes. Les prix du riz ont progressé sous l'effet d'une offre mondiale plus contrainte, alors que ceux du blé et du maïs ont légèrement reculé, soutenus par des perspectives de production plus favorables.



TABLE 1 - Évolution récente des prix des principaux produits de base (mai - juin 2026)

Produit	Prix	Évolution mensuelle	Observation
<i>Produits énergétiques</i>			
Pétrole (Brent, USD/baril)	75,5	-18,60 %	Recul marqué sous l'effet de l'apaisement des tensions entre les États-Unis et l'Iran et de l'amélioration des perspectives d'approvisionnement mondial, tout en demeurant supérieur à son niveau de fin 2025.
<i>Produits d'exportation</i>			
Cuivre (USD/tonne)	13 300,90	-3,10 %	Léger repli en fin de mois lié au ralentissement de la demande chinoise et au renforcement du dollar américain, mais maintien à un niveau historiquement élevé favorable aux exportations congolaises.
Cobalt (USD/tonne)	55 603	Stable	Stabilisation des cours à un niveau élevé, soutenant les perspectives de recettes d'exportation malgré un marché toujours relativement concentré.
Or (USD/once)	4 008,00	-11,00 %	Correction des cours dans un contexte d'anticipations de maintien de taux d'intérêt élevés, tout en conservant un niveau supérieur à celui observé un an auparavant.
<i>Produits alimentaires (importés)</i>			
Riz (USD/tonne)	296,4	+3,80 %	Hausse alimentée par une demande internationale soutenue et une offre mondiale plus limitée.
Blé (USD/tonne)	220,2	-4,00 %	Léger recul lié à des perspectives de production plus favorables et à des stocks mondiaux confortables.
Maïs (USD/tonne)	152,3	-9,10 %	Baisse des prix soutenue par une offre abondante sur les marchés internationaux et de bonnes perspectives de récolte.

Source : calculs BDO DRC à partir des notes de conjoncture hebdomadaires de la Banque Centrale du Congo (BCC).

Dans l'ensemble, l'environnement international apparaît moins défavorable qu'au cours des mois précédents grâce à la détente observée sur les marchés énergétiques. Pour la RDC, le maintien de cours élevés pour le cuivre, le cobalt et l'or continue de soutenir les perspectives d'exportation, tandis que le recul du pétrole contribue à limiter les pressions sur les coûts d'importation et sur les équilibres macroéconomiques.

Lecture BDO. L'environnement économique international demeure globalement favorable à court terme pour la République démocratique du Congo. La détente des marchés pétroliers réduit les risques d'inflation importée et allège les pressions sur la balance des paiements, tandis que les principaux produits miniers exportés par le pays continuent d'évoluer à des niveaux historiquement élevés.

Toutefois, cette situation reste soumise à plusieurs facteurs de risque. Un ralentissement plus prononcé de l'économie chinoise, un durcissement prolongé des conditions financières internationales ou une résurgence des tensions géopolitiques pourraient rapidement affecter les cours des matières premières, les recettes d'exportation et, par conséquent, les équilibres budgétaires et extérieurs de la RDC.

2. Conjoncture macroéconomique nationale

Les indicateurs disponibles à fin juin 2026 confirment le maintien d'une conjoncture macroéconomique globalement favorable en République démocratique du Congo. L'activité demeure soutenue par le dynamisme du secteur extractif, l'amélioration continue du climat des affaires et une inflation toujours maîtrisée. Cette dynamique est également renforcée par la validation de la troisième revue du programme appuyé par le Fonds monétaire international (FMI), qui témoigne de la poursuite des réformes macroéconomiques engagées et contribue à renforcer la crédibilité économique du pays.

Cette évolution favorable s'inscrit néanmoins dans un contexte marqué par des vulnérabilités structurelles persistantes, notamment la forte dépendance aux exportations minières, l'exposition aux chocs extérieurs, la dollarisation encore élevée de l'économie ainsi que les contraintes pesant sur les infrastructures et la diversification productive.

2.1. Croissance économique

Les perspectives de croissance demeurent robustes en 2026. Selon les prévisions du Comité Permanent de Cadrage Macroéconomique (CPCM), le PIB réel devrait progresser de 6,2 %, contre 5,8 % en 2025. Cette accélération continuerait d'être portée principalement par les industries extractives, dont la valeur ajoutée devrait croître de 9,4 %, contre 8,7 % l'année précédente, sous l'effet du maintien de cours internationaux favorables pour les principaux minerais exportés par la RDC.

Les secteurs hors mines poursuivraient également leur redressement, avec une croissance attendue de 5,0 % en 2026, contre 4,8 % en 2025. Cette évolution traduit une amélioration progressive de l'activité dans plusieurs branches non extractives, notamment les services, la construction, l'agriculture et certaines activités manufacturières.

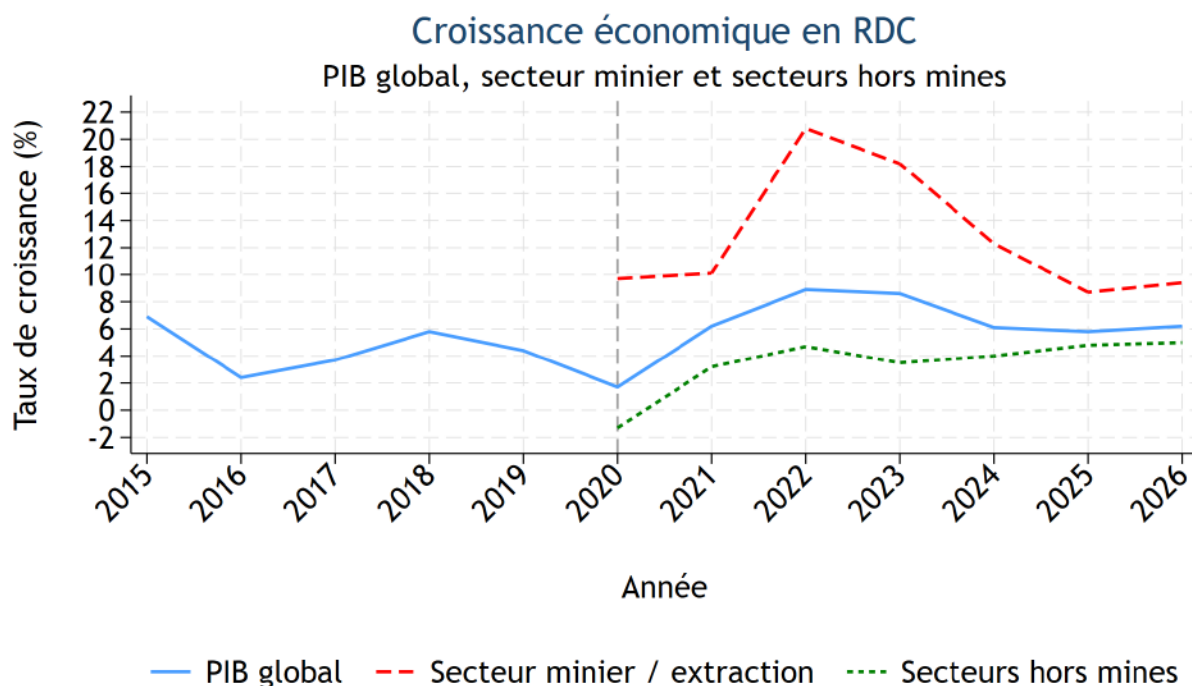


FIGURE 1 - Évolution de la croissance économique en RDC : PIB global, secteur minier et secteur hors mines

Source : Banque Centrale du Congo (BCC), CESCN et Comité Permanent de Cadrage Macroéconomique (CPCM), selon les hypothèses du FMI.

Cette structure de croissance confirme toutefois la forte dépendance de l'économie congolaise au secteur extractif. Malgré la reprise progressive des activités hors mines, la diversification productive demeure encore limitée, ce qui continue d'exposer la croissance aux fluctuations des cours internationaux des matières premières.

2.2. Programme économique avec le FMI

Au cours du mois de juin 2026, le Conseil d'administration du Fonds monétaire international a approuvé la troisième revue du programme appuyé par la Facilité élargie de crédit (FEC) ainsi que la deuxième revue de la Facilité pour la résilience et la durabilité (FRD). Cette décision a permis un nouveau décaissement d'environ 348,5 millions de dollars américains, portant les décaissements cumulés au titre de la FEC à près de 1,03 milliard de dollars.

Cette validation traduit les progrès réalisés dans la mise en œuvre des réformes macroéconomiques et budgétaires, tout en renforçant la crédibilité de la politique économique congolaise auprès des partenaires techniques et financiers. Elle constitue également un signal favorable pour les investisseurs et contribue au renforcement de la stabilité macroéconomique, notamment à travers l'amélioration des réserves internationales et le maintien de la confiance sur les marchés.

2.3. Climat des affaires

La perception du climat des affaires poursuit son amélioration au cours du premier semestre 2026. Le solde global d'opinion des chefs d'entreprise s'est établi à 43,1 % en mai 2026, contre 42,4 % en avril et 41,9 % en mars, confirmant le maintien d'un niveau élevé de confiance des opérateurs économiques.

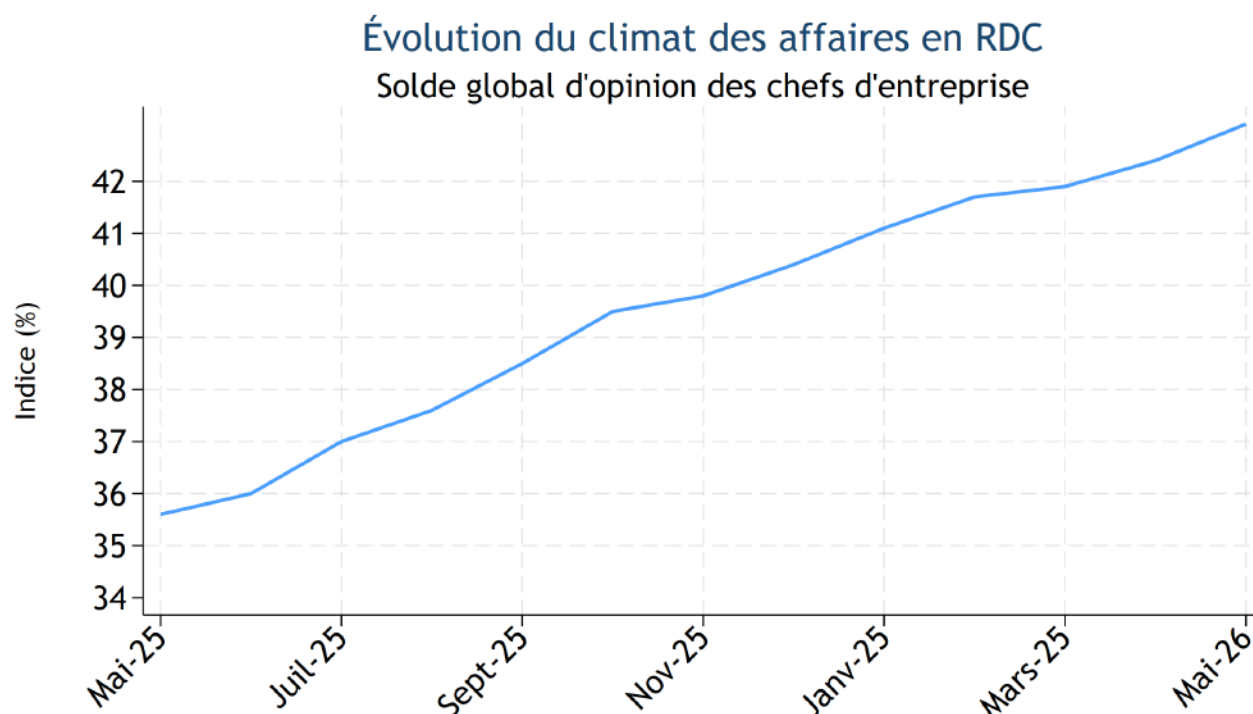


FIGURE 2 - Évolution du climat des affaires en RDC : solde global d'opinion
Source : Banque Centrale du Congo (BCC).

Cette amélioration est principalement portée par les branches « Construction », « Industrie extractive » et « Services », dont les soldes d'opinion atteignent respectivement 49,8 %, 46,2 % et 30,6 %. Cette dynamique reflète la poursuite des investissements dans les infrastructures, la bonne tenue des activités minières ainsi que l'expansion progressive des services liés aux télécommunications, au transport et à la logistique.

À l'inverse, les branches « Électricité et Eau » (23,7 %) et « Industrie manufacturière » (28,0 %) continuent d'être confrontées à des contraintes opérationnelles et structurelles, notamment en matière d'infrastructures, d'approvisionnement énergétique et de coûts de production.

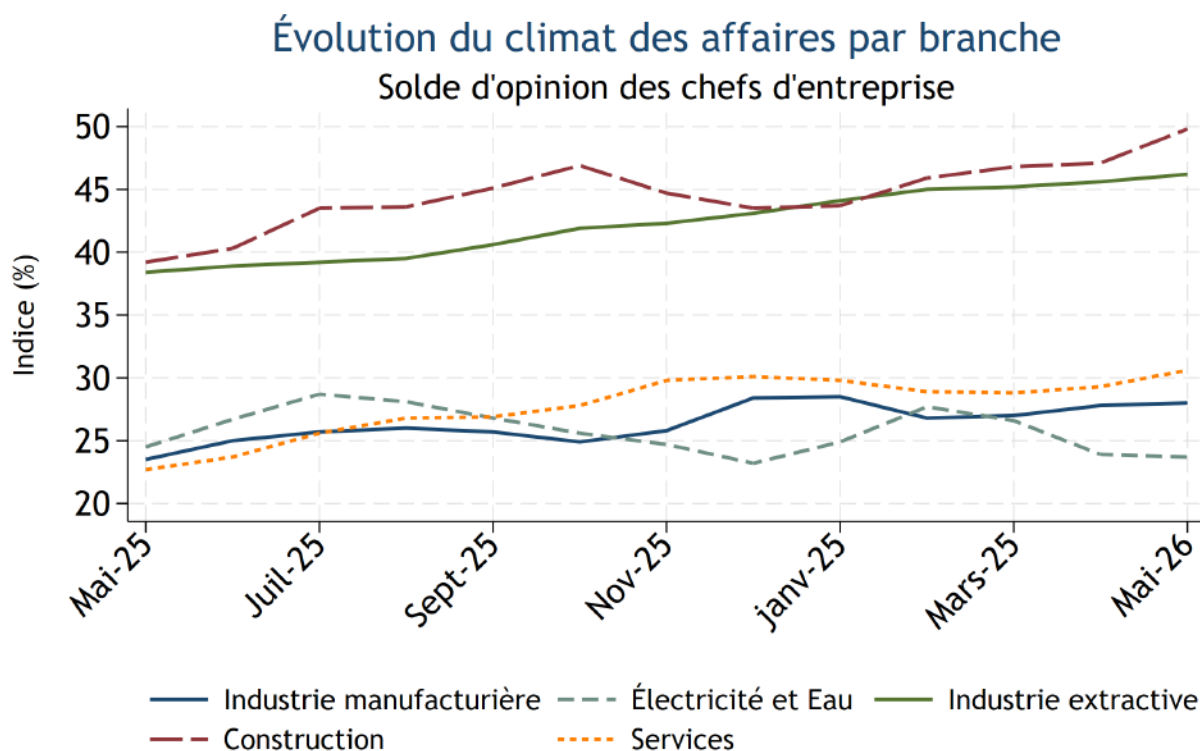


FIGURE 3 - Évolution du climat des affaires par branche en RDC
Source : Banque Centrale du Congo (BCC), notes de conjoncture hebdomadaires.

Ces résultats traduisent une amélioration progressive de la confiance des opérateurs économiques, portée principalement par les secteurs liés aux infrastructures, aux ressources naturelles et aux services. Ils confirment également que le redressement de l'économie reste encore inégal selon les branches d'activité.

2.4. Inflation

L'inflation demeure globalement maîtrisée en juin 2026, malgré une légère accélération du rythme mensuel de progression des prix. L'inflation mensuelle s'est établie à 0,78 %, contre 0,67 % en mai, tandis que le taux d'inflation cumulé atteint 4,8 % et le glissement annuel 2,9 %, soit un niveau largement inférieur à l'objectif de moyen terme de 7,0 % fixé par la Banque Centrale du Congo.

Cette évolution reflète l'efficacité de la politique monétaire conduite par la Banque Centrale, combinée à une relative stabilité du marché des changes et au maintien de conditions macroéconomiques favorables. Les pressions inflationnistes demeurent toutefois concentrées sur les produits alimentaires, dont les prix restent fortement influencés par les contraintes logistiques, les difficultés d'approvisionnement et l'état des infrastructures de transport.

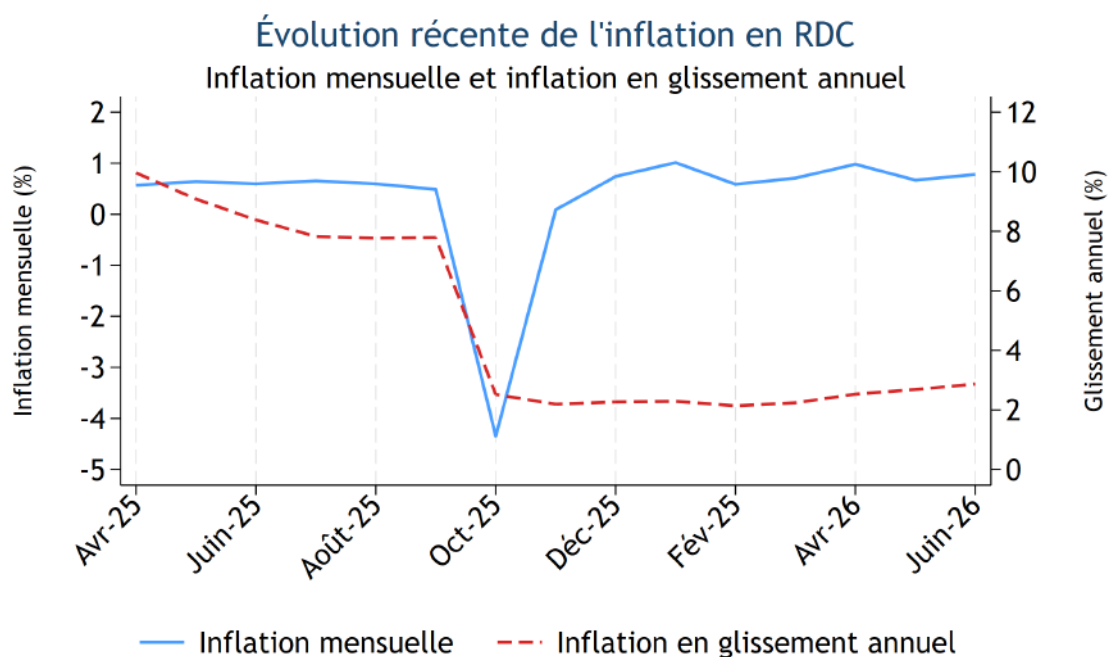


FIGURE 4 - Évolution récente de l'inflation en RDC : inflation mensuelle et en glissement annuel
Source : Banque Centrale du Congo (BCC) et Institut National de la Statistique (INS).

La structure de l'inflation demeure dominée par les produits alimentaires et boissons non alcoolisées, qui représentent plus de 70 % de la contribution à l'inflation hebdomadaire observée à la fin du mois de juin. Les dépenses liées au logement, à l'eau, à l'électricité, au gaz et aux autres combustibles constituent le deuxième facteur de contribution, tandis que les autres fonctions de consommation exercent un impact relativement limité sur la dynamique générale des prix.

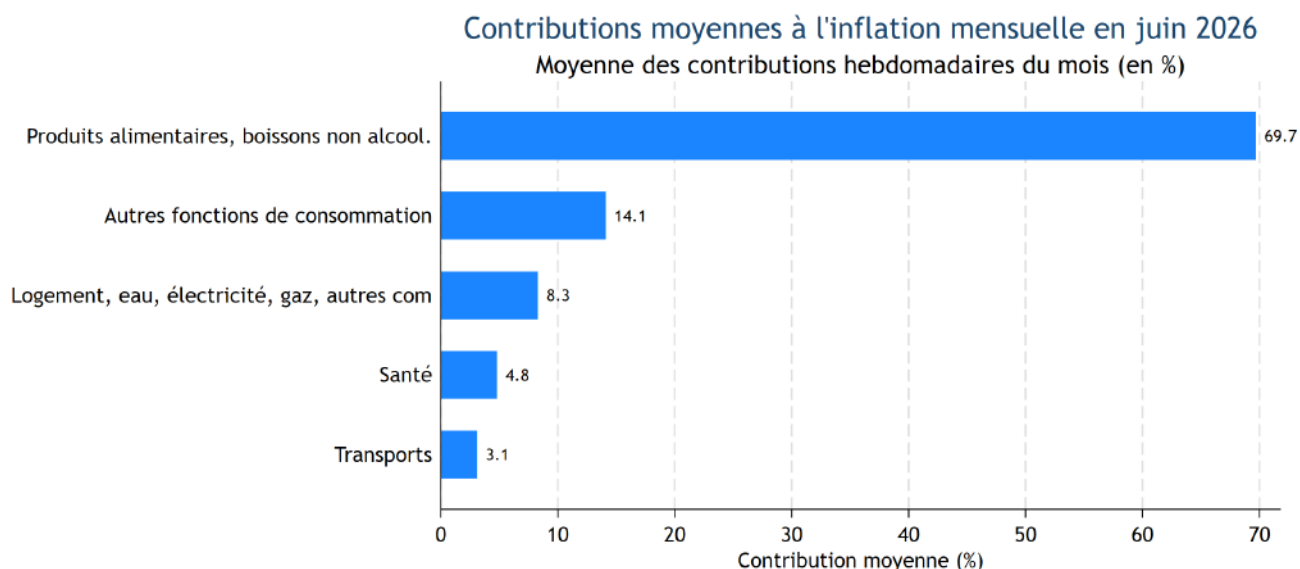


FIGURE 5 - Contributions moyennes à l'inflation hebdomadaire en juin 2026
Source : Banque Centrale du Congo (BCC), Institut National de la Statistique (INS), calculs BDO DRC.

Lecture BDO. La conjoncture macroéconomique congolaise continue d'afficher une résilience remarquable au premier semestre 2026. La stabilité des prix, l'amélioration continue de la perception du climat des affaires, la solidité des performances du secteur minier ainsi que la validation de la troisième revue du programme appuyé par le FMI traduisent un renforcement progressif de la crédibilité macroéconomique du pays et contribuent à améliorer la confiance des investisseurs.

Cette dynamique demeure toutefois largement tributaire des performances du secteur extractif. Le ralentissement attendu de la demande chinoise, les incertitudes géopolitiques persistantes ainsi que les contraintes structurelles liées aux infrastructures, à la diversification productive et au financement de l'économie constituent toujours les principaux risques susceptibles de peser sur la croissance à moyen terme. La poursuite des réformes structurelles, notamment dans les domaines des infrastructures, de l'énergie, de la fiscalité intérieure et de l'amélioration du climat des affaires, restera déterminante pour consolider durablement cette trajectoire de croissance.

3. Finances publiques

Les finances publiques demeurent globalement sous contrôle au premier semestre 2026 : si le rythme mensuel de mobilisation des recettes ressort légèrement inférieur aux objectifs du Plan de trésorerie de l'État, la performance cumulée demeure supérieure aux prévisions (+3,7 % à fin mai). La poursuite des réformes de mobilisation des recettes, la stabilité de l'activité économique ainsi que le maintien de cours favorables des principaux produits miniers continuent de soutenir les ressources publiques.

À fin mai 2026, les recettes publiques et dons se sont élevées à 12 807,6 milliards de CDF, dépassant de 3,7 % les prévisions du Plan de trésorerie. Cette performance résulte principalement de la bonne tenue des recettes de la DGRAD (118,1 %), de la DGDA (108,9 %) ainsi que de la DGI, dont le taux d'exécution s'est établi à 99,0 %.

Les dépenses publiques cumulées ont atteint 14 182,8 milliards de CDF, soit un taux d'exécution de 87,6 % de la programmation. Les dépenses courantes demeurent le principal poste budgétaire, en particulier les rémunérations des agents publics, tandis que les dépenses d'investissement poursuivent progressivement leur montée en puissance.

Le solde de trésorerie ressort déficitaire de 1 375,2 milliards de CDF à fin mai 2026. Ce déficit demeure toutefois sensiblement inférieur au déficit prévisionnel de 3 845,6 milliards inscrit dans le Plan de trésorerie, traduisant

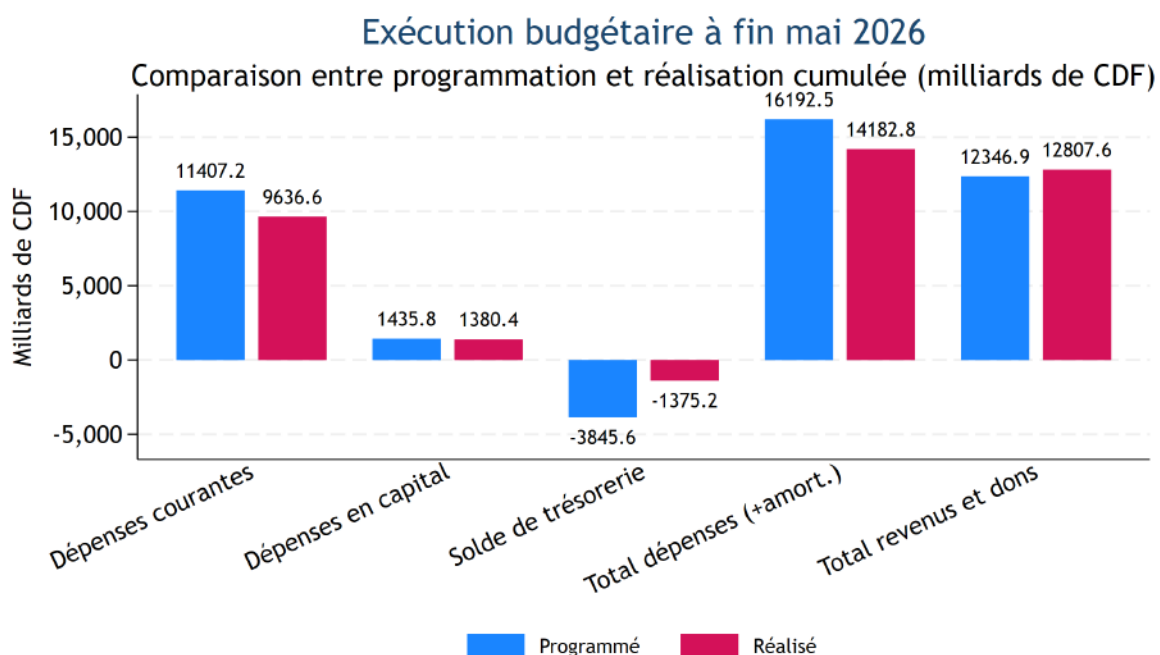


FIGURE 6 - Exécution du Plan de trésorerie de l'État à fin mai 2026
Source : Banque Centrale du Congo (BCC), calculs BDO DRC.

Les données disponibles à fin juin confirment néanmoins un ralentissement temporaire de la mobilisation des recettes au regard des objectifs mensuels du Plan de trésorerie, tandis que les dépenses demeurent soutenues, notamment sous l'effet des rémunérations publiques et des charges financières. Cette évolution souligne l'importance de poursuivre les efforts de mobilisation des recettes intérieures afin de préserver les équilibres budgétaires.

3.1. Financement du Trésor et gestion de la dette publique

Le marché domestique des titres publics continue de jouer un rôle central dans le financement des besoins de trésorerie de l'État. Au cours du premier semestre 2026, les émissions de Bons et Obligations du Trésor ont présenté des performances contrastées selon la monnaie d'émission.

Les émissions libellées en francs congolais sont demeurées relativement peu attractives, les souscriptions retenues ne représentant qu'environ 31 % des montants initialement annoncés. À l'inverse, les émissions en dollars américains ont continué de susciter un intérêt soutenu des investisseurs, avec un taux de couverture supérieur à 120 %, traduisant la persistance d'une forte préférence pour les actifs libellés en devises.

Cette évolution reflète le niveau encore élevé de dollarisation de l'économie congolaise, mais également la confiance des investisseurs dans la capacité de l'État à honorer ses engagements financiers. À fin juin 2026, l'encours des titres publics poursuivait ainsi sa progression, soutenant le financement du déficit de trésorerie.

Parallèlement, l'approbation par le Fonds monétaire international de la troisième revue de la Facilité élargie de crédit (FEC) ainsi que de la deuxième revue de la Facilité pour la résilience et la durabilité (FRD) renforce les marges de financement extérieur de l'État. Les nouveaux décaissements contribuent à améliorer la liquidité du secteur public tout en confortant la crédibilité de la politique budgétaire et macroéconomique.

Toutefois, l'amélioration des conditions de financement ne dispense pas de poursuivre les efforts visant à renforcer durablement les recettes fiscales intérieures, à améliorer la qualité de la dépense publique et à préserver la soutenabilité de la dette à moyen terme.

Lecture BDO. Les finances publiques congolaises continuent de faire preuve d'une résilience appréciable dans un environnement international encore incertain. La mobilisation des recettes demeure dynamique sur une base cumulée, tandis que l'exécution des dépenses reste globalement maîtrisée malgré un déficit de trésorerie toujours présent.

L'évolution récente du marché des titres publics met toutefois en évidence la persistance d'une préférence des investisseurs pour les émissions en devises, illustrant les défis liés à la dédollarisation progressive du financement de l'État. Dans ce contexte, la consolidation durable des finances publiques passera autant par le renforcement de la mobilisation des recettes intérieures que par le développement d'un marché domestique des capitaux plus profond et davantage orienté vers les émissions en monnaie nationale. Enfin, la poursuite des réformes soutenues par le FMI constitue un facteur favorable pour renforcer la crédibilité budgétaire et préserver la soutenabilité des finances publiques à moyen terme.

4. Secteur extérieur et marché des changes

Le secteur extérieur continue de soutenir la stabilité macroéconomique de la République démocratique du Congo au premier semestre 2026. Malgré un environnement international encore marqué par des incertitudes géopolitiques et un ralentissement progressif de la demande mondiale, les principaux indicateurs extérieurs demeurent globalement favorables. Les exportations minières continuent d'alimenter les entrées de devises, tandis que les réserves internationales atteignent leur plus haut niveau depuis plusieurs années.

La stabilité des équilibres extérieurs repose essentiellement sur la bonne tenue du secteur extractif, le maintien d'un niveau élevé des réserves de change et la poursuite d'une politique monétaire prudente conduite par la Banque Centrale du Congo.

4.1. Marché des changes

Le franc congolais est demeuré globalement stable au cours du mois de juin 2026, malgré une légère dépréciation observée sur les deux segments du marché des changes. Au 26 juin 2026, le taux de change s'est établi à 2 259,40 CDF/USD sur le marché interbancaire et à 2 325,28 CDF/USD sur le marché parallèle.

Cette évolution traduit le maintien d'un marché des changes relativement équilibré, soutenu par les recettes d'exportation du secteur minier, les entrées de devises ainsi que les interventions de la Banque Centrale du Congo. En glissement annuel, la dépréciation du franc congolais demeure limitée, ce qui confirme la résilience du marché des changes malgré un environnement international encore incertain.

L'écart entre les cours officiel et parallèle s'est établi à près de 66 CDF par dollar à fin juin, un niveau relativement contenu qui traduit une bonne fluidité du marché, même si la forte dollarisation de l'économie continue d'alimenter une demande structurellement élevée de devises.

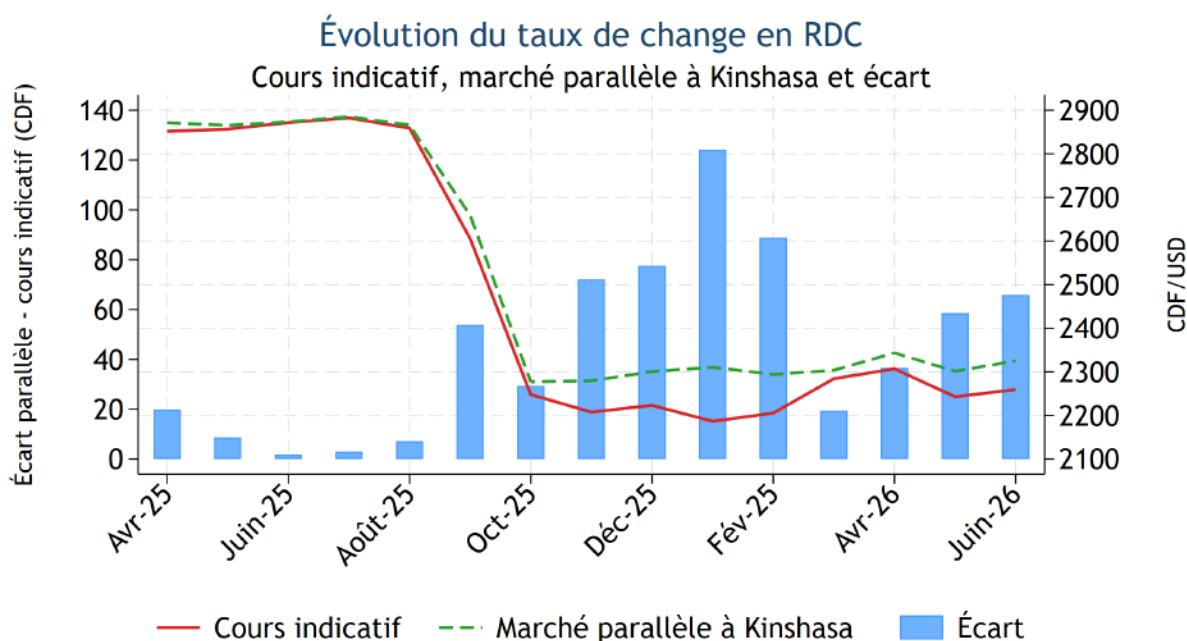


FIGURE 7 - Évolution du taux de change en RDC : cours indicatif, marché parallèle et écart
Source : Banque Centrale du Congo (BCC).

4.2. Réserves internationales

Les réserves internationales poursuivent leur progression au cours du mois de juin 2026. Au 25 juin, elles se sont établies à 7 864,83 millions USD, contre 7 520,72 millions USD à fin mai, soit une hausse de plus de 340 millions USD en un mois.

Ce niveau permet désormais de couvrir environ trois mois d'importations de biens et services, seuil généralement retenu comme référence prudentielle pour les économies émergentes et en développement. Cette amélioration traduit la solidité des recettes d'exportation, les décaissements récents des partenaires extérieurs, notamment du FMI, ainsi que la poursuite d'une gestion prudente des réserves par la Banque Centrale du Congo.

Le renforcement progressif des réserves internationales améliore la capacité d'intervention de la Banque Centrale sur le marché des changes et accroît la résilience de l'économie face à d'éventuels chocs extérieurs.

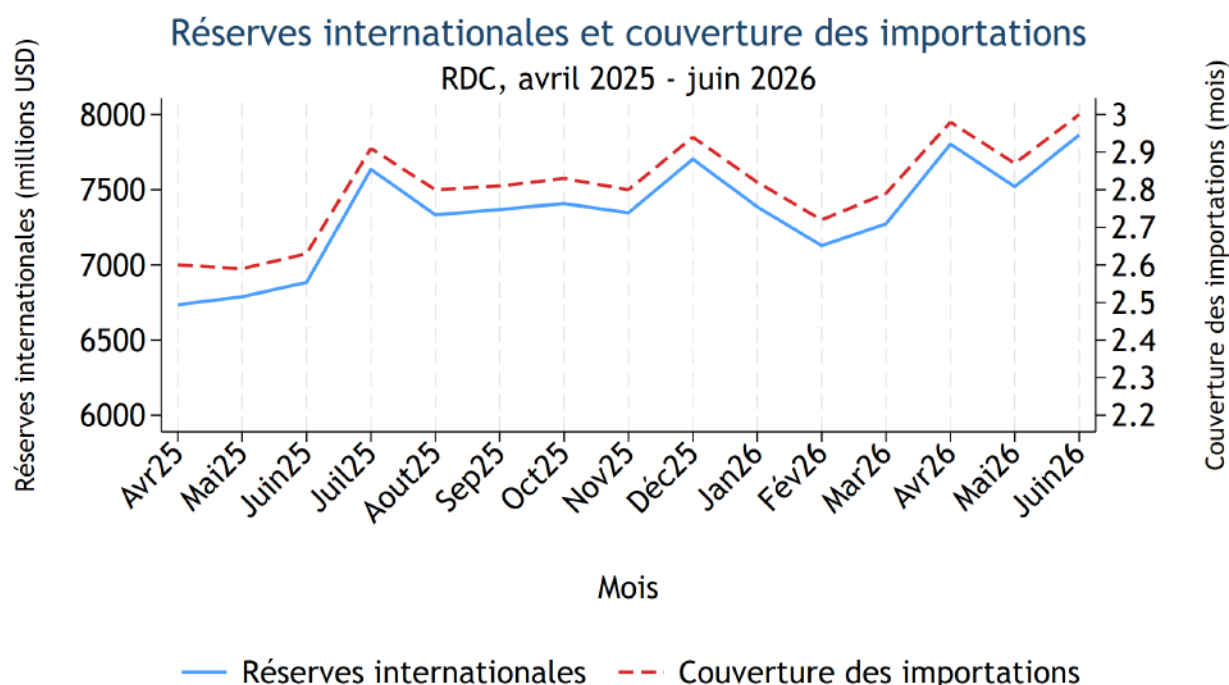


FIGURE 8 - Évolution des réserves internationales et de la couverture des importations
Source : Banque Centrale du Congo (BCC).

4.3. Transmission des prix des matières premières

Les matières premières demeurent le principal déterminant des équilibres extérieurs de la République démocratique du Congo.

Le prix du cuivre reste supérieur à 13 300 USD la tonne malgré un léger recul observé au cours du mois de juin, lié notamment au ralentissement de la demande industrielle chinoise et au renforcement du dollar américain. Le cobalt demeure stable autour de 55 600 USD la tonne, tandis que le cours de l'or reste historiquement élevé malgré une correction récente liée aux anticipations de maintien de taux d'intérêt élevés aux États-Unis. Cette correction de l'or (-11 % sur le mois) ne devrait toutefois avoir qu'une incidence limitée sur les équilibres extérieurs de la RDC, les recettes d'exportation demeurant très largement dominées par le cuivre et le cobalt.

Parallèlement, le recul du prix du pétrole constitue un facteur favorable pour l'économie congolaise. La baisse des coûts des importations énergétiques contribue à réduire les pressions sur la balance commerciale, la balance des paiements ainsi que sur les coûts de production de plusieurs secteurs de l'économie.

Dans l'ensemble, les termes de l'échange demeurent favorables à la RDC, même si un ralentissement plus marqué de la demande mondiale, notamment en Chine, pourrait progressivement affecter les recettes d'exportation minières.

TABLE 2 - Indicateurs récents du secteur extérieur

Indicateur	Valeur récente	Observation
Taux de change indicatif (CDF/USD)	2 259,40 (26 juin 2026)	Léger repli du franc congolais, mais maintien d'une stabilité globale du marché des changes.
Écart marché officiel / parallèle	65,9 CDF	Différentiel limité reflétant une bonne liquidité du marché malgré une dollarisation toujours élevée.
Réserves internationales	7 864,83 millions USD	Nouveau sommet depuis plusieurs années, soutenu par les exportations minières et les décaissements extérieurs.
Couverture des importations	3 mois	Atteinte du seuil prudentiel international, renforçant la capacité de résilience face aux chocs extérieurs.

Source : Banque Centrale du Congo (BCC), calculs BDO DRC.

Lecture BDO. Les équilibres extérieurs de la République démocratique du Congo continuent de se renforcer au premier semestre 2026. La progression des réserves internationales, le maintien d'un niveau élevé des recettes minières et la stabilité relative du marché des changes traduisent une amélioration progressive de la position extérieure du pays et renforcent sa capacité à absorber d'éventuels chocs internationaux.

Cette évolution demeure néanmoins largement tributaire du secteur extractif. La forte concentration des exportations sur quelques produits miniers expose toujours l'économie congolaise aux fluctuations des cours internationaux et au ralentissement de la demande mondiale, en particulier en Chine. À moyen terme, le renforcement durable de la résilience extérieure passera par une diversification accrue des exportations, le développement de chaînes de valeur locales et la consolidation des réserves internationales au-delà du seuil prudentiel de trois mois d'importations.



5. Secteur monétaire et bancaire

Le secteur monétaire et bancaire demeure caractérisé par une stabilité globale de la liquidité, une inflation maîtrisée et un marché des changes relativement équilibré. Dans ce contexte, la Banque Centrale du Congo (BCC) poursuit une gestion prudente de la liquidité bancaire afin de préserver la stabilité des prix et de soutenir la confiance dans la monnaie nationale.

Malgré ces performances macroéconomiques favorables, le système financier congolais continue de présenter plusieurs fragilités structurelles, notamment une forte dollarisation des dépôts et des crédits, un marché interbancaire encore peu actif ainsi qu'une intermédiation financière limitée en monnaie nationale.

5.1. Liquidité bancaire et politique monétaire

La Banque Centrale du Congo a poursuivi au cours du mois de juin ses opérations de gestion de la liquidité à travers les émissions de Bons BCC. Ces opérations ont permis de retirer régulièrement des liquidités du système bancaire afin de contenir les risques inflationnistes et de préserver la stabilité du marché des changes.

Parallèlement, le marché monétaire demeure peu dynamique. Aucun recours n'a été enregistré au guichet de prêt marginal au cours des dernières semaines du mois, tandis que le marché interbancaire est resté pratiquement inactif. Cette situation traduit une liquidité bancaire globalement abondante ainsi qu'une faible dépendance des établissements de crédit aux refinancements de court terme auprès de la Banque Centrale.

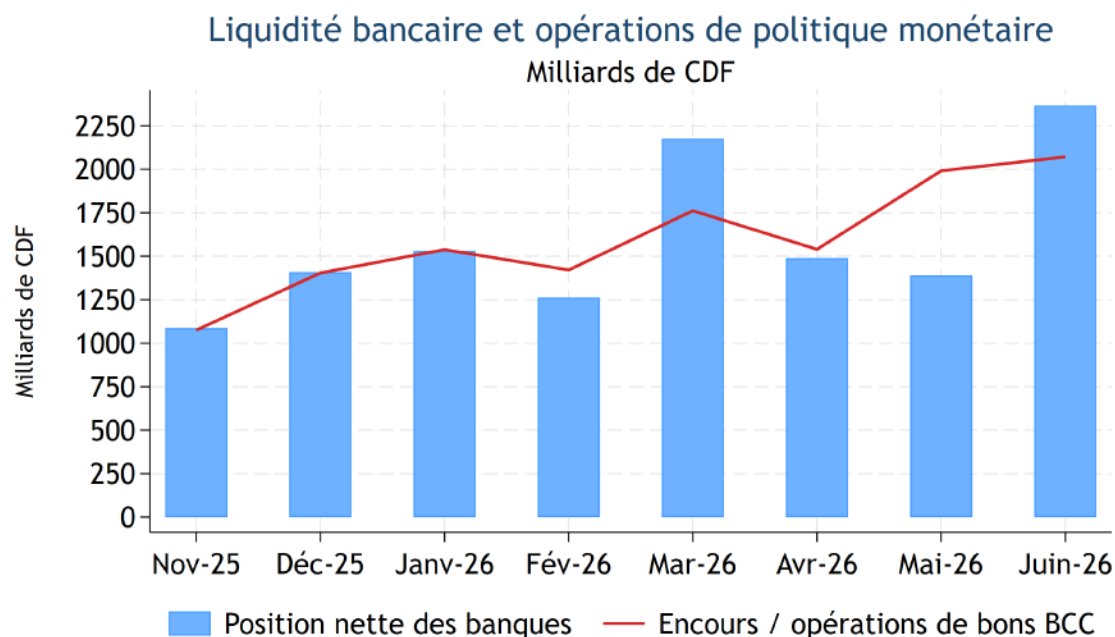


FIGURE 9 - Liquidité bancaire et opérations de politique monétaire en RDC

Source : Banque Centrale du Congo (BCC).

Cette situation reflète la capacité du système bancaire à absorber les besoins de financement de court terme sans tensions majeures de liquidité. Elle illustre également l'orientation prudente de la politique monétaire, qui vise à préserver les acquis récents en matière de stabilité des prix et du taux de change.

Toutefois, cette abondance de liquidité continue de se transmettre imparfaitement au financement de l'économie réelle, limitant encore l'efficacité du canal du crédit dans le mécanisme de transmission de la politique monétaire.

5.2. Dollarisation du système bancaire

La dollarisation demeure l'une des principales caractéristiques du système bancaire congolais. À fin mai 2026, les dépôts en monnaie nationale représentaient seulement 12,1 % de l'encours total des dépôts, contre 87,9 % pour les dépôts en devises.

Cette structure traduit la préférence persistante des agents économiques pour le dollar américain comme instrument d'épargne, de transaction et de réserve de valeur. Elle résulte notamment des épisodes historiques d'inflation, du développement encore limité des marchés financiers en monnaie nationale ainsi que du poids prépondérant des secteurs exportateurs dans l'économie congolaise.

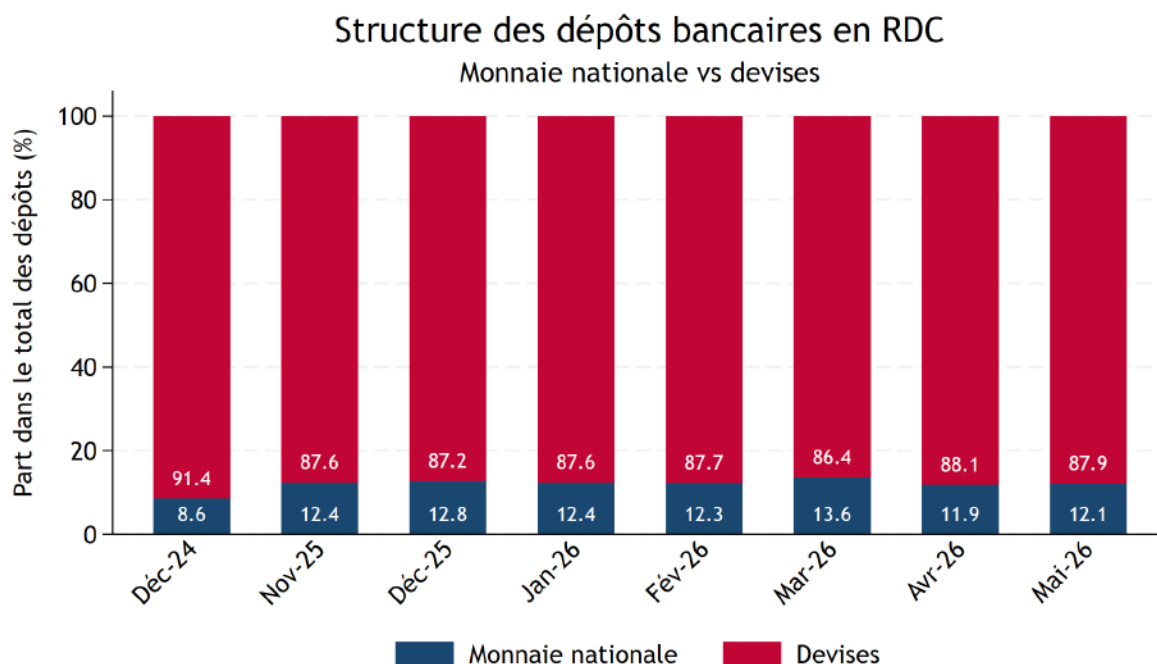


FIGURE 10 - Structure des dépôts bancaires en RDC : monnaie nationale versus devises
Source : Banque Centrale du Congo (BCC).

Malgré les progrès enregistrés ces dernières années en matière de stabilité macroéconomique, le degré de dollarisation demeure parmi les plus élevés d'Afrique subsaharienne. Cette situation réduit la portée des instruments conventionnels de politique monétaire et limite la capacité de la Banque Centrale à influencer directement les conditions de financement de l'économie.

5.3. Dynamique du crédit bancaire

Les crédits bancaires poursuivent leur progression dans un contexte de croissance économique soutenue et d'amélioration du climat des affaires. Toutefois, cette dynamique demeure très largement concentrée sur les financements libellés en devises, principalement destinés aux entreprises opérant dans les secteurs minier, commercial et des services.

Les crédits en monnaie nationale continuent de représenter une part marginale de l'encours total des crédits bancaires, soit environ 3,1%. Cette structure reflète la faible profondeur du marché financier domestique ainsi que les préférences persistantes des emprunteurs et des établissements bancaires pour les financements en devises.

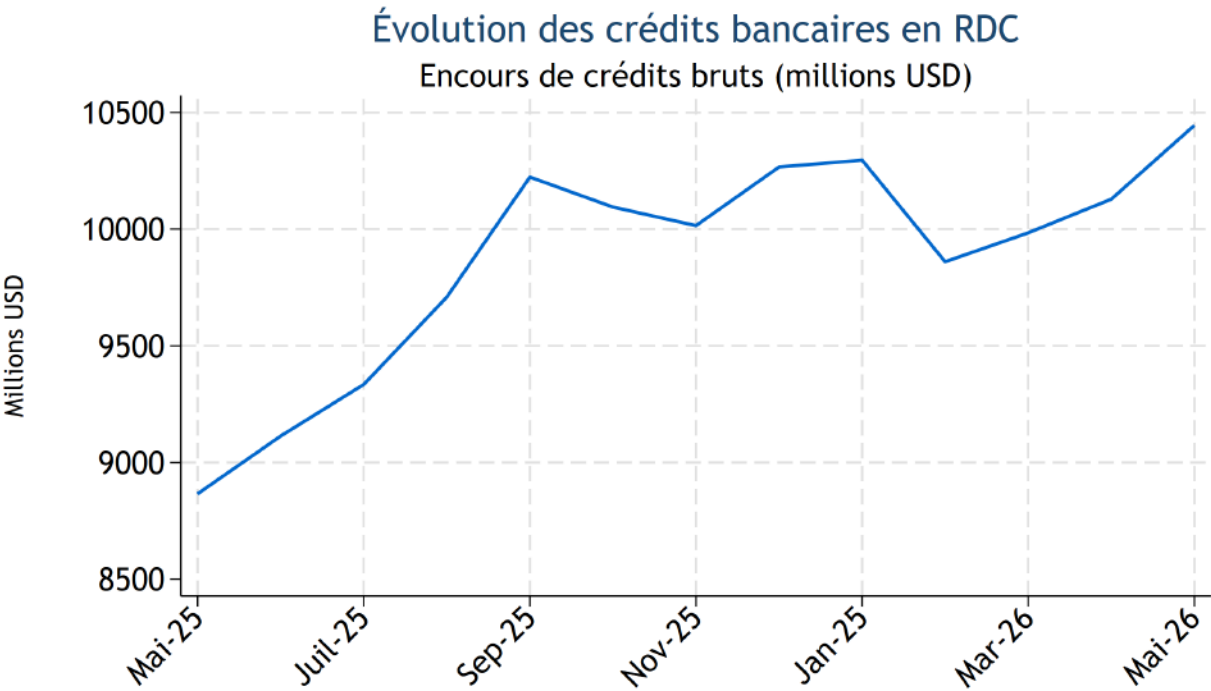


FIGURE 11 - Évolution des crédits bancaires en RDC
Source : Banque Centrale du Congo (BCC), calculs BDO DRC.

La coexistence d'une liquidité bancaire abondante et d'un faible niveau d'intermédiation financière en monnaie nationale met en évidence l'un des principaux défis du système financier congolais : transformer davantage l'épargne domestique en financement de l'investissement productif.

TABLE 3 - Indicateurs récents du secteur bancaire en RDC

Indicateur	Valeur récente	Observation
Position nette des banques vis-à-vis de la BCC	2 367 milliards CDF (juin 2026)	Liquidité bancaire toujours structurellement excédentaire malgré les opérations de stérilisation.
Encours des bons BCC	2 072 milliards CDF (juin 2026)	Poursuite de la gestion active de la liquidité par la Banque Centrale.
Part des dépôts en monnaie nationale	12,1 % (mai 2026)	Dollarisation toujours très élevée de l'épargne bancaire.
Part des crédits en monnaie nationale	3,1 % (mai 2026)	Intermédiation financière encore très limitée en monnaie locale.

Source : Banque Centrale du Congo (BCC), calculs BDO DRC.

Lecture BDO. Le secteur monétaire et bancaire continue d'évoluer dans un environnement macroéconomique favorable, caractérisé par une inflation contenue, une gestion prudente de la liquidité et une stabilité relative du marché des changes. Ces facteurs contribuent à renforcer la confiance dans le système financier et à préserver les conditions de stabilité macroéconomique.

Toutefois, la forte dollarisation du système bancaire demeure un défi structurel majeur. Malgré une liquidité abondante, la faible part des crédits en monnaie nationale illustre les limites actuelles de l'intermédiation financière et de la transmission de la politique monétaire. À moyen terme, le développement du marché interbancaire, le renforcement des instruments de financement en francs congolais, l'amélioration de l'interopérabilité des systèmes de paiement ainsi que la poursuite de la stabilité macroéconomique seront déterminants pour favoriser une dédollarisation progressive de l'économie et accroître le financement de l'investissement productif.

6. Implications pour les entreprises et les investisseurs

Les évolutions observées au cours du premier semestre 2026 confirment l'amélioration progressive de l'environnement macroéconomique en République démocratique du Congo. La stabilité des principaux équilibres économiques, le maintien d'une inflation modérée, le renforcement des réserves internationales ainsi que l'amélioration continue de la perception du climat des affaires créent un contexte plus favorable aux décisions d'investissement.

Cette dynamique est également confortée par la validation de la troisième revue du programme appuyé par le Fonds monétaire international (FMI), qui renforce la crédibilité de la politique économique congolaise et améliore la perception du risque pays auprès des investisseurs.

6.1. Opportunités

Le secteur extractif demeure le principal moteur des opportunités d'investissement en République démocratique du Congo. Les niveaux toujours élevés des cours du cuivre, du cobalt et de l'or continuent de soutenir les investissements dans les activités minières, les infrastructures de transport, les services logistiques, l'énergie ainsi que les activités de sous-traitance.

Parallèlement, l'amélioration progressive de la perception du climat des affaires ouvre des perspectives favorables dans plusieurs secteurs non extractifs, notamment les services financiers, les télécommunications, l'agriculture, l'agro-industrie, les infrastructures et les énergies renouvelables. La progression du secteur des services constitue un signal encourageant d'une diversification progressive de l'activité économique.

La stabilité relative du taux de change, la maîtrise de l'inflation et le renforcement des réserves internationales contribuent également à réduire les incertitudes macroéconomiques qui affectaient traditionnellement les décisions d'investissement de moyen et long terme.

6.2. Risques

Malgré ces perspectives favorables, plusieurs facteurs de risque continuent de peser sur l'environnement économique congolais.

Le principal risque demeure la forte dépendance de l'économie aux exportations minières. Un ralentissement plus marqué de la demande mondiale, notamment en Chine, ou un retournement durable des cours des principaux métaux pourrait affecter les recettes d'exportation, les finances publiques, les réserves internationales ainsi que le marché des changes.

La forte dollarisation du système financier constitue également une contrainte structurelle importante. Elle limite la portée de la politique monétaire, accroît l'exposition des entreprises aux fluctuations des devises et réduit les possibilités de financement en monnaie nationale.

Par ailleurs, les insuffisances des infrastructures de transport, les contraintes énergétiques, les coûts logistiques élevés et certaines incertitudes réglementaires continuent de peser sur la compétitivité de plusieurs secteurs économiques.

Enfin, le maintien de conditions financières internationales relativement restrictives pourrait limiter l'accès aux financements extérieurs et renchérir le coût du capital pour certains projets d'investissement.

6.3. Implications opérationnelles

Dans ce contexte, les entreprises sont appelées à renforcer leurs stratégies de gestion des risques tout en tirant parti des opportunités offertes par l'amélioration de l'environnement macroéconomique.

La gestion du risque de change demeure une priorité, même dans un contexte de stabilité relative du franc congolais. Les entreprises exposées aux marchés internationaux gagneront à poursuivre une gestion prudente de leurs positions en devises et de leur structure de financement.

La poursuite des investissements publics et privés dans les secteurs des infrastructures, de l'énergie, des télécommunications et des chaînes de valeur minières crée également de nouvelles opportunités pour les entreprises locales, notamment dans les domaines de la sous-traitance, des services spécialisés et de la transformation locale.

Enfin, les entreprises ont intérêt à intégrer davantage les critères de résilience, de diversification des activités et de gouvernance dans leurs stratégies de développement afin de mieux faire face aux fluctuations de l'environnement international.

Lecture BDO. L'environnement économique congolais offre aujourd'hui des perspectives plus favorables qu'au cours des années précédentes. La stabilité macroéconomique, la progression de la perception du climat des affaires, le renforcement des réserves internationales et la poursuite des réformes économiques améliorent progressivement les conditions d'investissement et renforcent la confiance des opérateurs économiques.

Toutefois, cette dynamique demeure largement dépendante des performances du secteur extractif et de l'évolution de l'environnement international. Les entreprises qui sauront combiner une gestion rigoureuse des risques, une diversification progressive de leurs activités et un positionnement sur les secteurs porteurs seront les mieux placées pour tirer parti des opportunités offertes par cette nouvelle phase de stabilisation économique.

7. Perspectives et risques macroéconomiques

À la fin du premier semestre 2026, la République démocratique du Congo présente des fondamentaux macroéconomiques globalement solides. La croissance demeure soutenue, l'inflation reste largement maîtrisée, les réserves internationales atteignent leur niveau le plus élevé depuis plusieurs années et la perception du climat des affaires poursuit son amélioration progressive.

La validation de la troisième revue du programme appuyé par le FMI confirme cette trajectoire favorable et renforce la crédibilité de la politique économique nationale. Cette évolution constitue un signal positif pour les investisseurs et les partenaires techniques et financiers.



7.1. Principaux risques

Le principal facteur de vulnérabilité demeure la forte dépendance de l'économie congolaise aux exportations minières. Un ralentissement de la demande mondiale, notamment en Chine, ou une baisse durable des cours internationaux des métaux pourrait rapidement affecter les recettes publiques, les exportations, les réserves internationales et le marché des changes.

Les tensions géopolitiques internationales, les incertitudes entourant l'évolution des politiques monétaires des principales banques centrales ainsi que le maintien de conditions financières mondiales relativement restrictives demeurent également des sources importantes de risque.

Sur le plan interne, la faible diversification productive, la forte dollarisation de l'économie, les insuffisances des infrastructures, les contraintes énergétiques et la profondeur limitée du système financier continuent de limiter la résilience de l'économie face aux chocs extérieurs.

7.2. Perspectives

À court terme, les perspectives demeurent favorables. Les projections de croissance restent soutenues par le dynamisme du secteur minier, tandis que la stabilité du marché des changes, le maintien d'une inflation modérée et l'amélioration de la perception du climat des affaires devraient continuer à soutenir l'activité économique.

La poursuite des réformes engagées dans le cadre du programme avec le FMI, conjuguée au renforcement progressif de la mobilisation des recettes intérieures et à l'amélioration de la gouvernance économique, devrait contribuer à consolider davantage les équilibres macroéconomiques.

À moyen terme, l'enjeu principal consistera à transformer cette stabilité conjoncturelle en une croissance plus diversifiée, plus inclusive et moins dépendante des matières premières. Le développement des infrastructures, de l'agriculture, de l'industrie de transformation, des services à forte valeur ajoutée et du financement en monnaie nationale constituera un levier essentiel pour renforcer durablement la résilience économique du pays.

Lecture BDO. La République démocratique du Congo aborde le second semestre 2026 dans une position macroéconomique plus solide qu'au cours des dernières années. Les progrès enregistrés en matière de stabilité des prix, de gestion budgétaire, de réserves internationales et de perception du climat des affaires offrent une base favorable pour poursuivre les réformes économiques.

La priorité consiste désormais à convertir cette stabilité macroéconomique en croissance durable et créatrice d'emplois. La diversification de l'économie, le renforcement du secteur privé, la mobilisation accrue des recettes intérieures, l'approfondissement du système financier et l'amélioration continue de la gouvernance économique seront déterminants pour consolider les acquis actuels et accroître la résilience de l'économie congolaise face aux chocs futurs.



Sources

- [1] Banque Centrale du Congo (BCC). Notes de conjoncture hebdomadaires. Kinshasa, éditions des 5, 12, 19 et 26 juin 2026.
- [2] Banque Centrale du Congo (BCC). Condensés d'informations statistiques. Kinshasa, décembre 2025.
- [3] Banque Centrale du Congo (BCC). Bulletin mensuel d'informations statistiques. Kinshasa, novembre 2025.
- [4] Banque Centrale du Congo (BCC). Rapport annuel. Kinshasa, 2024.
- [5] Banque Centrale du Congo (BCC). Rapport sur la politique monétaire. Kinshasa, 2024.
- [6] Comité Permanent de Cadrage Macroéconomique (CPCM). Cadrage macroéconomique et projections économiques de la République démocratique du Congo. Kinshasa, 2026.
- [7] Fonds monétaire international (FMI). République démocratique du Congo : troisième revue de la Facilité élargie de crédit (FEC) et deuxième revue de la Facilité pour la résilience et la durabilité (FRD). Washington D.C., juin 2026.
- [8] Fonds monétaire international (FMI). Perspectives économiques régionales, bases de données macroéconomiques et statistiques relatives à la République démocratique du Congo.
- [9] Fonds monétaire international (2024-2026). Staff Reports, Debt Sustainability Analysis et bases de données macroéconomiques relatives à la République démocratique du Congo.
- [10] Banque mondiale. Indicateurs macroéconomiques et bases de données pays pour la République démocratique du Congo.
- [11] Banque mondiale (2024-2025). Macro Poverty Outlook et bases de données macroéconomiques pour la République démocratique du Congo.
- [12] Institut National de la Statistique (INS). Indice des prix à la consommation et statistiques économiques nationales.
- [13] Ministère des Finances de la République démocratique du Congo. Plan de trésorerie de l'État, documents budgétaires, stratégie d'endettement et statistiques des finances publiques. Kinshasa, 2025-2026.

Sigles et abréviations

- BCC** : Banque Centrale du Congo
- BDO DRC Economic Insights** : Note d'analyse économique ou sectorielle produite par BDO DRC
- CDF** : Franc congolais
- CESCN** : Commission des Études Statistiques et des Comptes Nationaux
- CPCM** : Comité Permanent de Cadrage Macroéconomique
- DGDA** : Direction Générale des Douanes et Accises
- DGI** : Direction Générale des Impôts
- DGRAD** : Direction Générale des Recettes Administratives, Domaniales et de Participation
- DGTCP** : Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique
- FEC** : Facilité élargie de crédit
- FMI** : Fonds monétaire international
- FRD** : Facilité pour la résilience et la durabilité
- INS** : Institut National de la Statistique
- ME** : Monnaie étrangère
- MN** : Monnaie nationale
- PM** : Prêt Marginal
- PIB** : Produit intérieur brut
- PPG** : Dette publique et garantie par l'État (Public and Publicly Guaranteed Debt)
- USD** : Dollar des États-Unis
- VA** : Valeur actualisée

Annexes statistiques

Les annexes ci-dessous présentent certains indicateurs statistiques et séries macroéconomiques complémentaires utilisés dans l’analyse de la conjoncture économique récente de la République démocratique du Congo.

Annexe A. Indicateurs clés du mois

Cette annexe présente un tableau de synthèse des principaux indicateurs macroéconomiques récents de la République démocratique du Congo. Les informations proviennent principalement des notes de conjoncture hebdomadaires de la Banque Centrale du Congo, complétées par les condensés statistiques et certaines sources institutionnelles internationales.

TABLE 4 - Principaux indicateurs macroéconomiques récents en RDC

Indicateur	Niveau récent	Observation
Croissance du PIB réel	6,2 % (prévision 2026)	Perspectives de croissance robustes, principalement soutenues par les industries extractives et le maintien de cours miniers favorables
Croissance du secteur minier	9,4 % (prévision 2026)	Principal moteur de la croissance, porté par les exportations de cuivre, de cobalt et d’autres minerais stratégiques
Croissance du secteur hors mines	5,0 % (prévision 2026)	Reprise progressive des activités domestiques, mais diversification économique encore limitée
Inflation en glissement annuel	2,9 % (juin 2026)	Inflation largement maîtrisée et inférieure à l’objectif de moyen terme de 7 % fixé par la BCC
Inflation mensuelle	0,78 % (juin 2026)	Hausse modérée des prix, principalement portée par les produits alimentaires et les contraintes d’approvisionnement
Taux de change indicatif	2 259,4CDF/USD (juin 2026)	Relative stabilité du franc congolais, soutenue par les recettes minières, les réserves internationales et les interventions de la BCC
Écart marché parallèle / officiel	65,9 CDF (juin 2026)	Différentiel limité, traduisant un marché des changes globalement stable malgré une dollarisation toujours élevée
Réserves internationales (millions USD)	7 864,8 millions USD (juin 2026)	Niveau historiquement élevé, renforçant la résilience extérieure et la capacité d’intervention de la Banque Centrale
Couverture des importations	3 mois (juin 2026)	Atteinte du seuil prudentiel généralement retenu pour les économies émergentes et en développement
Indice du climat des affaires	43,1 (mai 2026)	Amélioration continue de la confiance des entreprises, particulièrement dans les secteurs de la construction, des industries extractives et des services

Source : Banque Centrale du Congo (BCC), notes de conjoncture hebdomadaires, condensés statistiques et calculs BDO DRC.

Annexe B. Réserves internationales et couverture des importations

Cette annexe présente, d’une part, l’évolution historique des réserves internationales et de la couverture des importations sur longue période et, d’autre part, leur évolution récente sur base mensuelle.



B.1. Série longue : 2011-2025

TABLE 5 - Réserves internationales et couverture des importations en RDC (2011-2025)

Année	Réserves (millions USD)	Couverture (semaines)	Couverture (mois)
2011	1 272,68	7,2	1,8
2012	1 634,18	9,35	2,34
2013	1 745,41	9,25	2,31
2014	1 644,46	7,86	1,97
2015	1 405,06	5,8	1,45
2016	845,44	3,73	0,93
2017	859	-	0,9
2018	913,68	3	0,75
2019	818,65	-	1,06
2020	708,89	-	0,65
2021	2 751,30	-	2,61
2022	4 382,90	-	2,63
2023	5 131,10	-	2,8
2024	6 132,00	-	3,3
2025	7 703,96	-	2,94

Source : Banque Centrale du Congo (BCC), rapports annuels et rapports sur la politique monétaire.

Note : lorsque la couverture des importations était exprimée en semaines dans la source, celle-ci a été convertie en mois sur la base simplifiée de 4 semaines = 1 mois.

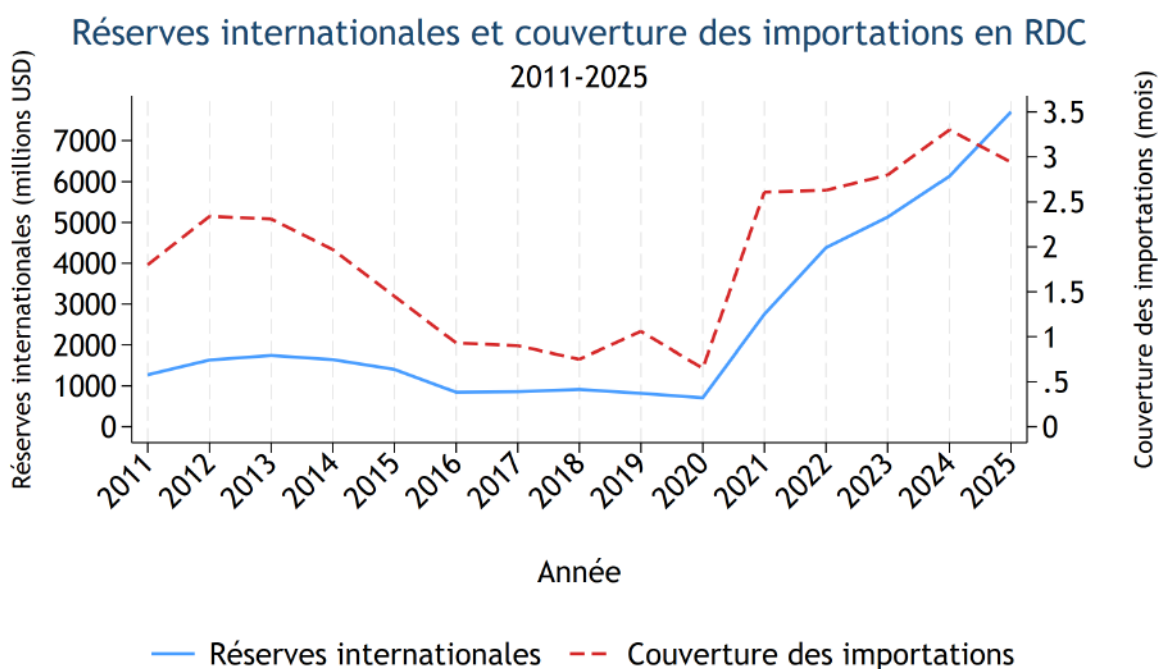


FIGURE 12 - Évolution des réserves internationales et de la couverture des importations en RDC (2011-2025)

Source : Banque Centrale du Congo (BCC).



B.2. Série récente : avril 2025 - juin 2026

TABLE 6 - Évolution récente des réserves internationales et de la couverture des importations en RDC (avril 2025 - juin 2026)

Mois	Réserves internationales (millions USD)	Couverture des importations (mois)
avr-25	6 735,68	2,6
mai-25	6 788,72	2,59
juin-25	6 883,45	2,63
juil-25	7 635,83	2,91
août-25	7 333,13	2,8
sept-25	7 368,55	2,81
oct-25	7 408,16	2,83
nov-25	7 346,79	2,8
déc-25	7 703,96	2,94
janv-26	7 386,46	2,82
févr-26	7 128,23	2,72
mars-26	7 272,92	2,79
avr-26	7 803,66	2,98
mai-26	7 520,72	2,87
juin-26	7 864,83	3

Source : Banque Centrale du Congo (BCC), notes de conjoncture hebdomadaires.

Annexe C. Séries macroéconomiques complémentaires

Cette annexe regroupe certaines séries statistiques mobilisées pour la construction des graphiques et tableaux présentés dans la note.

C.1. Croissance économique

TABLE 7 - Évolution de la croissance économique en RDC (%)

Année	PIB global	Secteur minier / extraction	Secteurs hors mines
2015	6.9	-	-
2016	2.4	-	-
2017	3.7	-	-
2018	5.8	-	-
2019	4.4	-	-
2020	1.7	9.7	-1.3
2021	6.2	10.1	3.2
2022	8.9	20.8	4.7
2023	8.6	18.2	3.5
2024	6.1	12.3	4.0
2025	5.8	8.7	4.8
2026	6.2	9.4	5.0

Source : Banque Centrale du Congo (BCC), notes de conjoncture hebdomadaires.

C.2. Climat des affaires

TABLE 8 - Évolution du solde d'opinion des chefs d'entreprise par branche (en %)

Période	Solde global	Industrie	Électricité	Extractive	Construction	Services
mai. 2025	35.6	23.5	24.5	38.4	39.2	22.7
juin. 2025	36.0	25.0	26.7	38.9	40.3	23.7
Juil. 2025	37.0	25.7	28.7	39.2	43.5	25.6
août. 2025	37.6	26.0	28.1	39.5	43.6	26.8
Sept. 2025	38.5	25.7	26.8	40.6	45.1	26.9
Oct. 2025	39.5	24.9	25.6	41.9	46.9	27.8
Nov. 2025	39.8	25.8	24.7	42.3	44.7	29.8
Déc. 2025	40.4	28.4	23.2	43.1	43.5	30.1
Janv. 2026	41.1	28.5	24.9	44.1	43.7	29.8
Fév. 2026	41.7	26.8	27.7	45.0	45.9	28.9
Mar. 2026	41.9	27.0	26.6	45.2	46.8	28.8
Avr. 2026	42.4	27.8	23.9	45.6	47.1	29.3
mai. 2026	43.1	28.0	23.7	46.2	49.8	30.0

Source : Banque Centrale du Congo (BCC).

C.3. Inflation

TABLE 9 - Évolution récente de l'inflation en RDC

Période	Inflation mensuelle (%)	Inflation en glissement annuel (%)
juin-25	0.597	8.381
juil-25	0.655	7.829
août-25	0.596	7.768
sept-25	0.486	7.792
oct-25	-4.348	2.519
nov-25	0.087	2.190
déc-25	0.740	2.265
janv-26	1.012	2.287
févr-26	0.587	2.137
mars-26	0.709	2.237
avr-26	0.980	2.529
mai-26	0.668	2.683
juin-26	0.779	2.869

Source : Banque Centrale du Congo (BCC), données de l'Institut National de la Statistique (INS).

C.4. Taux de change

TABLE 10 - Évolution mensuelle du taux de change en RDC

Période	Cours indicatif (CDF/USD)	Marché parallèle à Kinshasa (CDF/USD)	Écart (CDF)
mai-25	2856.69	2865.28	8.59
juin-25	2871.69	2873.44	1.75
juil-25	2882.42	2885.32	2.90
août-25	2858.92	2866.06	7.14
sept-25	2605.52	2659.28	53.76
oct-25	2247.87	2277.26	29.39
nov-25	2207.55	2279.69	72.14
déc-25	2223.08	2300.63	77.55
janv-26	2186.52	2310.63	124.11
févr-26	2205.17	2294.07	88.90
mars-26	2284.36	2303.75	19.39
avr-26	2306.91	2343.44	36.53
mai-26	2242.85	2301.39	58.54
juin-26	2259.40	2325.28	65.88

Source : Banque Centrale du Congo (BCC), condensés statistiques et notes de conjoncture.

Annexe D. Secteur monétaire et bancaire

Cette annexe présente les principales évolutions du secteur monétaire et bancaire en République démocratique du Congo, notamment la structure des dépôts, la dynamique du crédit et les instruments de politique monétaire.

D.1. Structure des dépôts bancaires

TABLE 11 - Évolution des dépôts bancaires en monnaie nationale (MN) et en monnaie étrangère (ME) en 2026 (en millions de USD, sauf indication contraire)

Période	Total des dépôts	Dépôts en MN	Dépôts en ME	Part MN (%)	Part ME (%)
déc-24	14 733.76	1 272.80	13 460.95	8.64	91.36
janv-25	14 695.41	1 327.17	13 368.24	9.03	90.97
févr-25	13 686.28	1 250.76	12 435.51	9.14	90.86
mars-25	13 651.86	1 365.43	12 286.43	10.00	90.00
avr-25	13 579.25	1 354.61	12 224.64	9.98	90.02
mai-25	13 705.65	1 422.46	12 283.18	10.38	89.62
juin-25	14 376.93	1 403.12	12 973.81	9.76	90.24
juil-25	14 401.68	1 435.58	12 966.10	9.97	90.03
août-25	14 541.86	1 450.06	13 091.80	9.97	90.03
sept-25	15 182.53	1 628.02	13 554.51	10.72	89.28
oct-25	15 554.48	1 992.06	13 562.42	12.81	87.19
nov-25	15 709.70	1 952.01	13 757.68	12.43	87.57
déc-25	16 241.06	2 081.56	14 159.51	12.82	87.18
janv-26	16 923.54	2 097.58	14 825.95	12.39	87.61
févr-26	16 647.54	2 040.34	14 607.58	12.26	87.75
mars-26	17 527.84	2 389.80	15 138.04	13.63	86.37
avr-26	17 440.32	2 073.24	15 367.08	11.89	88.11
mai-26	18 688.78	2 266.75	16 422.03	12.13	87.87

Source : Banque Centrale du Congo (BCC), notes de conjoncture hebdomadaires.

D.2. Dynamique du crédit bancaire

TABLE 12 - Évolution des crédits bancaires en RDC (en millions de USD, sauf indication contraire)

Période	Encours	Var. mensuelle (%)	Crédits MN	Crédits ME	Var. MN (%)	Var. ME (%)
avr-25	8 699.1	+0.8	-	-	+2.3	+0.8
mai-25	8 865.6	+1.9	-	-	-14.9	+2.6
juin-25	9 113.5	+2.79	-	-	+3.65	+2.8
juil-25	9 334.3	+2.42	-	-	-8.2	+10.16
août-25	9 708.7	+4.0	-	-	+3.7	+4.3
sept-25	10 223.2	+5.3	-	-	+8.9	+5.3
oct-25	10 094.8	-1.3	-	-	+24.1	-1.7
nov-25	10 015.1	-0.8	-	-	-3.2	-0.8
déc-25	10 266.3	+2.5	-	-	-1.7	+2.5
janv-26	10 295.8	+0.29	321.85	9 973.96	-	-
févr-26	9 860.4	-4.23	287.98	9 572.40	-10.5	-4.0
mars-26	9 984.3	+1.26	278.03	9 706.22	-3.5	+1.4
avr-26	10 128.5	+1.45	314.45	9 814.09	+13.1	+1.1
mai-26	10 444.8	+3.1	327.83	10 116.99	+17.9	+4.2

Source : Banque Centrale du Congo (BCC), notes de conjoncture hebdomadaires.

D.3. Indicateurs monétaires clés

TABLE 13 - Indicateurs monétaires clés (août. 2025 - juin 2026)

Période	Réserves obligatoires	Position nette
	(Mds CDF)	(Mds CDF)
août-25	2 260,90	647,3
sept-25	2 632,00	884,8
oct-25	2 819,50	866,2
nov-25	2 531,20	1 086,60
déc-25	1 978,60	1 409,10
janv-26	2 003,40	1 531,10
févr-26	1 982,70	1 262,70
mars-26	1 968,00	2 176,70
avr-26	2 060,60	1 489,00
mai-26	2 106,30	1 389,70
juin-26	2 081,10	2 367,20

Source : Banque Centrale du Congo (BCC), notes de conjoncture hebdomadaires.



D.4. Interventions de la BCC et conditions monétaires

TABLE 14 - Interventions de la BCC et conditions monétaires (déc. 2025 - juin 2026)

Période	Encours Bons BCC	Taux directeur	Taux PM
	(Mds CDF)	(%)	(%)
déc-25	1 404,00	17,5	21,5
janv-26	1 538,00	15	19
févr-26	1 421,00	15	19
mars-26	1 762,00	15,00	19,00
avr-26	1 489,00	13,50	19,00
mai-26	1 991,25	13,50	17,50
juin-26	2 071,75	13,50	17,50

Source : Banque Centrale du Congo (BCC), notes de conjoncture hebdomadaires.

Annexe E. Finances publiques

Cette annexe présente une vue détaillée de l'exécution du Plan de trésorerie de l'État au cours des premiers mois des exercices 2025 et 2026, mettant en évidence l'évolution des recettes, des dépenses et du solde de trésorerie.

E.1. Exécution détaillée du Plan de trésorerie

TABLE 15 - Exécution du Plan de trésorerie de l'État à fin mai 2025 et 2026 (en milliards de CDF)

Rubriques	Réalizations 2025		Mois de mai 2026			Cumul mai 2026			Variation 2026/2025	
	Mois de mai	Cumul mai	Programme	Réalisé	Exéc. (%)	Programme	Réalisé	Exéc. (%)	Mai	Cumul mai
Douanes et accises (DGDA)	531,3	2574,3	520,9	611,8	117,4	2793,7	3042,5	108,9	15,1	18,2
Impôts directs et indirects (DGI)	937,6	6635,8	1018,5	1011,2	99,3	7404,7	7327,5	99	7,9	10,4
Recettes non fiscales (DGRAD)	381,3	2000,1	465,2	520,8	112	1846,3	2180,5	118,1	36,6	9
Pétroliers producteurs	-	-	69,3	8,9	12,8	253,6	102,5	40,4	-	-
Dons et autres recettes	0	409,9	0	0	-	48,8	154,6	317	-	-62,3
Total revenus et dons	1850,2	11620,2	2074	2152,7	103,8	12346,9	12807,6	103,7	16,3	10,2
Dépenses courantes	1674,1	8254,5	2443,1	2310,7	94,6	11407,2	9636,6	84,5	38	16,7
Salaires	1206,9	4815,9	1267,7	1144,2	90,3	7062,9	5840,3	82,7	-5,2	21,3
Intérêt sur la dette	55,3	301,4	135,2	39,9	29,5	432,6	256,1	59,2	-27,9	-15
dont dette extérieure	7,3	79,9	80,2	15,5	19,3	188,6	106,8	56,6	113	33,7
Frais de fonct. Inst. et Min.	318,4	1703,9	462	634,7	137,4	1716,2	1948,9	113,6	99,4	14,4
Institutions politiques	145,5	709,6	194	285,3	147,1	747,4	929,2	124,3	96,1	31
Ministères	172,8	994,3	268	349,4	130,4	968,8	1019,7	105,3	102,2	2,6
Dépenses en capital	417,1	1050,3	500	461,2	92,2	1435,8	1380,4	96,1	10,6	31,4
Amortissement de la dette	40,5	168	64,8	86,3	133,2	300,5	328,6	109	113,3	95,6
Autres dépenses	1033,9	4241	670	825,6	123,2	3049	2837,2	93,1	-20,2	-33,1
dont élections	-	40,8	-	-	-	-	-	-	-	-
Total dépenses (+ amort. dette)	3165,5	13713,7	3678	3683,8	100,2	16192,5	14182,8	87,6	16,4	3,4
Solde de trésorerie	-1315,3	-2093,5	-1604	-1531	95,5	-3845,6	-1375,2	35,8	16,4	-34,3

Source : Banque Centrale du Congo (BCC), notes de conjoncture hebdomadaires.

Annexe F. Structure de l’inflation

Cette annexe présente la décomposition des contributions à l’inflation hebdomadaire observée en juin 2026, permettant d’identifier les principales sources de pression inflationniste.

F.1. Contributions à l’inflation

TABLE 16 - Contributions moyennes à l’inflation hebdomadaire en juin 2026

Fonction de consommation	Contribution moyenne (%)
Produits alimentaires et boissons non alcoolisées	69.7
Logement, eau, électricité, gaz et autres combustibles	8.3
Transports	3.1
Santé	4.8
Autres fonctions de consommation	14.1
Indice global	100.0

Source : Banque Centrale du Congo (BCC), notes de conjoncture hebdomadaires.

Annexe G. Notes méthodologiques

Les données mobilisées dans cette note proviennent de plusieurs sources institutionnelles, notamment la Banque Centrale du Congo (BCC), l’Institut National de la Statistique (INS), le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque mondiale.

Les notes de conjoncture hebdomadaires de la BCC constituent l’une des principales sources pour le suivi à haute fréquence des indicateurs macroéconomiques.

La présente note vise à offrir une lecture synthétique et analytique de la conjoncture économique récente en République démocratique du Congo. Elle ne se substitue pas aux publications statistiques détaillées produites par les institutions nationales et internationales, mais cherche à en proposer une interprétation structurée et orientée décision, utile pour les entreprises, investisseurs et partenaires économiques opérant dans le pays.

À propos des auteurs



Yves AWA MUGUMA est Advisory Supervisor chez BDO RDC. Économiste du développement et ingénieur statisticien, il est titulaire d'un Master en Économie du développement, parcours Finances publiques, de l'École d'Économie CERDI (Université Clermont Auvergne, France). Ses travaux portent principalement sur les politiques macroéconomiques, les finances publiques et l'économie des ressources naturelles en Afrique. Il a collaboré avec plusieurs institutions de recherche et organisations internationales sur des questions liées à la gouvernance économique, aux régimes fiscaux des industries extractives et à la mobilisation des ressources domestiques.



Blaise MBATSHI est Country Senior Partner & Managing Director de BDO RDC. Expert-comptable inscrit au tableau de l'Ordre National des Experts-Comptables (ONEC) et agréé par la Banque Centrale du Congo (BCC) auprès des sociétés financières, il cumule plus de 20 ans d'expérience en audit et en management consulting, avec des responsabilités de direction dans les domaines du conseil, de l'énergie et du secteur public. Ses domaines d'expertise couvrent notamment la gestion des risques, l'audit, le contrôle interne, la fiscalité et l'analyse économique. Il accompagne de nombreuses institutions et organisations dans le renforcement de leurs pratiques financières et de leurs cadres de gouvernance.

A propos de BDO

« BDO », « nous », « notre » et « nos » désignent une ou plusieurs entités parmi BDO International Limited, son réseau de cabinets membres indépendants (« le réseau BDO ») ainsi que leurs entités liées.

Le réseau BDO est un réseau international de cabinets indépendants d'expertise comptable, de fiscalité et de conseil, membres de BDO International Limited, qui fournissent des services professionnels sous le nom et la marque BDO (ci-après : « cabinets membres BDO »). BDO International Limited est une société britannique à responsabilité limitée par garantie. Elle constitue l'entité de gouvernance du réseau BDO.

La prestation de services au sein du réseau BDO est coordonnée par Brussels Worldwide Services BV, une société à responsabilité limitée constituée en Belgique. Chacune des entités suivantes — BDO International Limited, Brussels Worldwide Services BV et les cabinets membres BDO — est une entité juridique distincte et ne peut être tenue responsable des actes ou omissions des autres entités. Rien dans les accords ou règles du réseau BDO ne constitue ni n'implique une relation d'agence ou de partenariat entre BDO International Limited, Brussels Worldwide Services BV et/ou les cabinets membres BDO. Ni BDO International Limited ni aucune autre entité centrale du réseau BDO ne fournit de services aux clients.

BDO est la marque utilisée pour désigner le réseau BDO ainsi que chacun des cabinets membres BDO.